RAPPORT ANNUEL

2023 24

AJEFA

Association des
juristes d'expression française
de l'Alberta

DROIT AU CŒUR DE LA COMMUNAUTÉ

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2023-2024

À L'ARRIÈRE
Louis Corriveau, Mikel Gega, Bertrand Malo, Isabelle Reynolds, Dominique Mathurin

À L'AVANT
Maryse Trudel (secrétaire), Elsy Gagné (présidente), Morgan McClelland (trésorière) et Grâce-Chloé Mudiayi

ABSENT SUR LA PHOTO
Gabriel Joshee-Arnal (vice-président)



PERSONNEL DE L'AJEFA 2023-2024

À EDMONTON
Ida Ituze (agente juridique)
Terhass Berhane (réceptionniste)
Maria Vigneault (coordonnatrice juridique)
Denise Lavallée (directrice générale)

À CALGARY
Florentine Ngarambe (agente juridique)





ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE 2023

Plus de 85 personnes ont participé à l'assemblée générale annuelle qui a eu lieu le 9 juin 2023 à l'hôtel The Malcolm à Canmore. L'invité d'honneur, le très honorable Richard Wagner de la Cour suprême du Canada, la conférencière Nathalie Cadieux et les panélistes ont tous abordé le thème de la santé mentale chez les juristes. Le prix Jean-Louis-Lebel a été remis à Me Pierre Lamoureux, l'un des fondateurs de l'AJEFA.

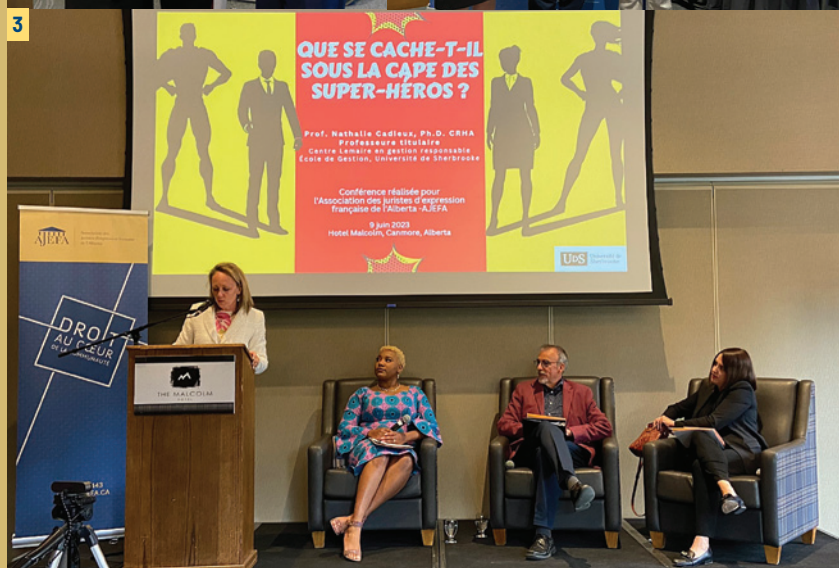
1 Elsy Gagné, Nathalie Cadieux et le très honorable Richard Wagner

2 Elsy Gagné, Pierre Lamoureux, Gabriel Joshee-Arnal et Shannon James

3 Maryse Trudel, Grâce-Chloé Mudiayi, Pierre Lamoureux et Marie-Audrey Girard







MOT DE LA PRÉSIDENCE DE L'AJEFA

Au nom de l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta (AJEFA), je vous présente le rapport annuel 2023-2024 faisant état de nos projets, évènements, programmations et services entre la période du 1er avril 2023 et du 31 mars 2024.

L'AJEFA, qui a vu le jour en 1990, est un organisme à but non lucratif composé d'anciens et de futurs juristes. Aujourd'hui, l'AJEFA compte plus de 140 juristes et 40 étudiants en droit commun engagés à l'accès à la justice en français.

C'est dans un tel cadre que l'AJEFA est membre de la Fédération des associations de juristes d'expression française de common law inc. L'AJEFA fait donc partie de cette grande famille de juristes francophones du Canada afin d'améliorer l'accès à la justice en français pour tous les francophones en situation minoritaire.

Depuis 2015, l'AJEFA opère le Centre albertain d'information juridique qui a fourni l'an dernier 1 436 consultations gratuites et confidentielles dont 66 % en personne dans nos bureaux à Calgary et à Edmonton. 79 % de ces consultations étaient en français. Dans le cadre des activités du Centre, 26 juristes bénévoles ont animé 50 ateliers pour 1 172 participants.

Lors de ces dernières années, nous avons observé en Alberta que la demande de services juridiques en français est de plus en plus croissante. Par exemple, le nombre d'audiences devant la Cour du Banc du Roi de l'Alberta a augmenté considérablement depuis 2021, allant de 20 à 25 à 30 audiences par année.

Depuis 2021-2022, l'AJEFA poursuit étroitement sa collaboration avec le ministère de la Justice de l'Alberta par l'entremise d'un comité mixte permanent dans lequel on retrouve aussi des représentants de tous les tribunaux en Alberta ainsi que de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA).

Le 3 mars 2023, la *Politique en matière de francophonie : Améliorer les services en français pour soutenir la vitalité des communautés francophones de l'Alberta* a été révisée et inclut dorénavant les services judiciaires dans l'énoncé de sa portée.

Le 6 novembre 2023, l'honorable juge en chef Mary T. Moreau de la Cour du Banc du Roi de l'Alberta, qui a été une des fondatrices de l'AJEFA, a été nommée juge à la Cour suprême du Canada.

Le 1er janvier 2024, le gouvernement de l'Alberta a modifié les règles successorales pour éliminer la traduction des testaments du français à l'anglais lors d'une demande d'homologation.

Le 18 mars 2024, la Cour du Banc du Roi de l'Alberta a émis un avis à la communauté juridique et au public portant sur l'emploi des versions anglaise et française de la législation bilingue faisant suite à notre demande officielle auprès de tous les tribunaux de l'Alberta afin de reconnaitre la valeur égale des deux langues officielles.

Le 20 mars 2024, nous avons rencontré Me Malcolm Lavoie, sous-ministre de la Justice de l'Alberta, dans le cadre du mois de la francophonie albertaine.

Je tiens enfin à remercier tous les membres du conseil d'administration, les employés ainsi que la direction de l'AJEFA. Sans leur aide et leur appui, je ne pourrais pas vous représenter et faire avancer les nombreux dossiers.

Sachez enfin que je suis foncièrement convaincue que l'accès à la justice en français pour les francophones de l'Alberta fait toute la différence dans la défense, l'application et le respect des droits linguistiques en Alberta. C'est donc en amont – et non en vase clos – que nous avons le pouvoir et la capacité d'améliorer et de promouvoir l'accès à la justice en français en Alberta.

Merci !



Me Elsy Gagné









RÉSEAUTAGE

Pour la première fois, le banquet annuel a eu lieu à Canmore et ce fut une occasion extraordinaire d'accueillir des juristes de tous les coins de la province. Les célébrations de fin d'année, de leur côté, sont maintenant une tradition avec une vingtaine de membres de l'AJEFA à Calgary le 1er décembre puis à Edmonton le 8 décembre. Par ailleurs, le tout premier Jurimidi a été organisé le 13 mars sur l'heure du midi à un restaurant du centre-ville de Calgary. Cet évènement a été fort apprécié et d'autres rencontres de ce genre sont déjà prévues à Calgary ainsi qu'à Edmonton.













NOS ÉTUDIANTS

L'AJEFA a embauché un étudiant en droit à l'Université de l'Alberta, Alexander Akiki, comme employé d'été en 2023. Par l'entremise du Réseau national d'étudiant(e)s pro bono du Canada (PBSC), l'AJEFA a bénéficié de l'appui d'Adela Teoteoi-Pîrlică comme étudiante bénévole pour l'année universitaire 2023-2024. Merci à Me Shannon James d'avoir été la superviseure du projet.

BOURSE D'ÉTUDES EN DROIT

Depuis 2022, l'AJEFA offre annuellement une bourse de 2 000 $ par l'entremise d'un fonds de dotation auprès de La Fondation franco-albertaine. Le récipiendaire cette année est Matthew Gray, étudiant en 3e année à l'Université de Calgary dans le Programme de Certification de common law en français.







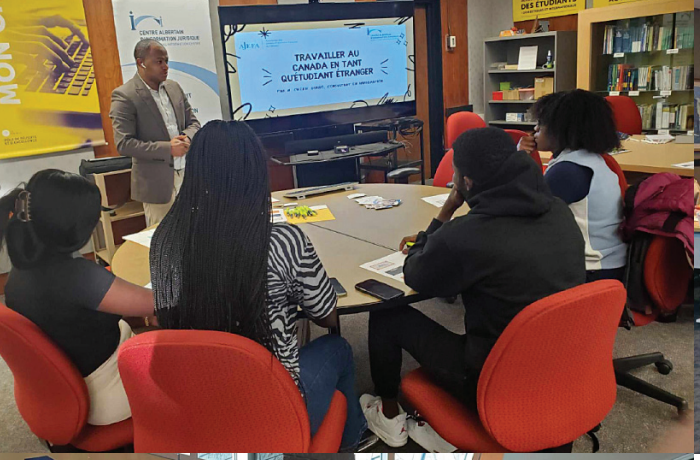


SOMMET DES DÉBATS

2 ET 3 FÉVRIER AU CAMPUS SAINT-JEAN (EDMONTON)

L'Alberta Debate and Speech Association a célébré son 50e anniversaire cette année en organisant, entre autres, une compétition de débat en français en partenariat avec l'AJEFA. Il y avait 36 élèves de la 7e à la 12e année de quatre écoles secondaires d'Edmonton (Archbishop MacDonald, École Joseph-Moreau, École Maurice-Lavallée, École Michaëlle-Jean), de Saskatoon (École canadienne-française, Pavillon Gustave-Dubois) et de Saint-Albert (École Alexandre-Taché). Hope Anaky et Gloria Sanouvi-Awoga de l'École Alexandre-Taché ont remporté le premier prix.

Un grand merci à nos juges et chronométreurs bénévoles : Jillian Aisenstat, Adèle Amyotte, Marie-Christine Bérubé-Lajoie, Colin Champagne, Anabelle Cloutier, Sirine Ellaham, Rania Eshak, Marie-Audrey Girard, Bertrand Giroux, Taylor Good, Gabriel Joshee-Arnal, Guillaume Laroche, Joël F. Lavoie, Léa Lavoie, Renée Levesque-Gauvreau, Camille Morin, Bryan Mouangassa, Theoxene Patipe Nawe, Mary-Noah Ndateramye, Yaël Orsot, Marielle Perich, Louis Prince, Christine Ramsay, Austin Redmond, Gisèle Rheault, Quentin Starko, Nalanda Thondrayen et Rosalie Vigneault.













13 kiosques
50 ateliers juridiques
1 172 participants
26 juristes
3 intervenants communautaires

KIOSQUES ET ATELIERS D'INFORMATION JURIDIQUE

1 172 personnes ont été informés lors de 50 ateliers sur des nouveaux sujets tels que surmonter les barrières de la profession juridique. De ce nombre, 621 étaient des jeunes de Calgary, Edmonton et Saint-Albert qui ont participé à des ateliers sur la cyberintimidation, le consentement, le débat et les carrières en justice.

L'AJEFA a aussi participé à deux projets d'envergure nationale. Pour le premier, portant sur le harcèlement sexuel au travail, l'AJEFA a organisé une formation hybride en compétences culturelles pour 59 participants. Le deuxième était dans le domaine de l'immigration et a résulté en trois webinaires sur le droit des locataires qui a attiré 112 participants. La promotion des services du Centre albertain d'information juridique et de l'AJEFA s'est faite, entre autres, par l'entremise de 13 kiosques d'information à des évènements (par exemple, le congrès des enseignants) à Calgary, à Edmonton et à Cochrane.

Merci à nos avocats, aux étudiants en droit et consultants : Kim Arial, Christian Cormier, Michael Custer, Kathy Drouin-Carey, Paul Foisy, Marie-Audrey Girard, Shannon James, Justin Kingston, Bianca Kratt, Pierre Lamoureux, Justine Mageau, Bertrand Malo, Chrystelle Malongue, Dominique Mathurin, Grâce-Chloé Mudiayi, Owen Nicholson, Adela Teoteoi-Pîrlică, Maryse Trudel, Natalie Tymchuk, Pascal Visentin, Mila Walisser, Christina Wallace, les étudiants en droit Chiara Concini et Matthew Gray, et les consultants en immigration, Daniel Brière et Chérif Diallo.

SITE WEB ET MÉDIAS SOCIAUX

4 615 utilisateurs sur le site Web de l'AJEFA
1 041 abonnés sur X (Twitter)
1740 abonnés sur Facebook
385 abonnés sur Instagram
283 abonnés sur LinkedIn

REMERCIEMENTS

MERCI À TOUS LES COMMANDITAIRES DU CONGRÈS AJEFO (ONTARIO)/AJEFA À CANMORE LES 31 MAI ET 1er JUIN 2024 « DES GRANDS LACS AUX ROCHEUSES… SOLIDAIRES POUR UN MEILLEUR ACCÈS À LA JUSTICE EN FRANÇAIS ! »

EXPÉRIENCE

BLG

KORTOJURA

McLENNAN ROSS

SOUTIEN

McCUAIG DESROCHERS LLP
BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS

EMOND HARNDEN
LABOUR & EMPLOYMENT LAW
DROIT DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

CONNECTÉ

Centre juridique pour femmes en Ontario

FIELD LAW

Assemblée de la francophonie de l'Ontario

CALGARY FAMILY LAW ASSOCIATES
CFLA

Programme de pratique du droit – Université d'Ottawa

Warren Sinclair LLP
LAWYERS

JURISTES POWER LAW

JuriGo.ca

MERCI À NOS BAILLEURS DE FONDS

Justice Canada, Alberta Lottery Fund, City of Edmonton, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

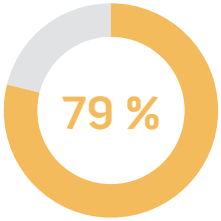
MERCI À TOUS NOS PARTENAIRES ET COLLABORATEURS FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES

- Accès Emploi
- Alberta Civil Liberties Research Centre
- Alberta Restorative Justice Association
- Alberta Debate and Speech Association
- Alliance Jeunesse-Famille de l'Alberta Society
- Association of Alberta Sexual Assault Services
- Association canadienne-française d'Alberta (ACFA) et ses 13 régionales
- Association des étudiants en droit francophone de l'Université de l'Alberta
- Association francophone de Brooks
- Calgary Legal Guidance
- Campus Saint-Jean
- Centre d'accueil francophone de la Cité des Rocheuses
- Centre d'accueil pour les nouveaux arrivants francophones
- Centre for Public Legal Education Alberta
- Club de l'Amitié
- Coalition des femmes de l'Alberta
- Comité FrancoQueer de l'Ouest
- Conseil de développement économique de l'Alberta
- Conseil scolaire Centre-Est
- Conseil scolaire Centre-Nord
- Conseil scolaire Franco-Sud
- Conseil scolaire Nord-Ouest
- Edmonton Community Legal Centre
- Edmonton Police Service
- Francophonie jeunesse de l'Alberta
- Fédération des aînés franco-albertains
- Fédération des associations de juristes d'expression française de common law inc.
- Francophonie albertaine plurielle
- Gendarmerie Royale du Canada
- Grande Prairie Centre for Newcomers
- Journal Le Franco
- La Fondation franco-albertaine
- Legal Aid Alberta
- Pro Bono Law Alberta
- Radio Cité 97,9 FM
- Réseau en immigration francophone de l'Alberta (RIFA)
- Réseau national des étudiant(e)s pro bono du Canada (Calgary)
- Student Legal Services of Edmonton
- The Workers' Resource Centre

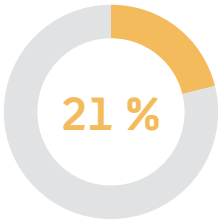
CENTRE ALBERTAIN D'INFORMATION JURIDIQUE
ALBERTA LEGAL INFORMATION CENTRE

1 436 CONSULTATIONS

LANGUES UTILISÉES / LANGUAGES USED

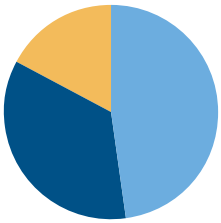


1 141 FRANÇAIS
FRENCH



320 ANGLAIS
ENGLISH

STATUT / STATUS

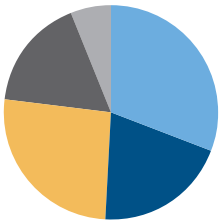


48 % CITOYENNETÉ CANADIENNE
CANADIAN CITIZENSHIP

35 % RÉSIDENCE PERMANENTE
PERMANENT RESIDENT

17 % AUTRE (PERMIS DE TRAVAIL, RÉFUGIÉ...)
OTHER (WORK PERMIT, REFUGEE...)

REVENUS / REVENUES



31 % MOINS DE 10 000 $
LESS THAN $10,000

20 % 10 000 $ À 30 000 $
$10,000 TO $30,000

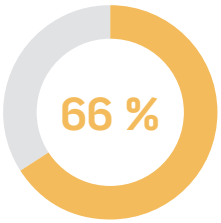
26 % 30 000 $ À 50 000 $
$30,000 TO $50,000

17 % 50 000 $ À 70 000 $
$50,000 TO $70,000

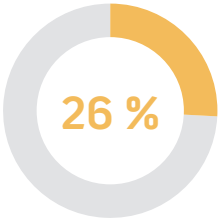
6 % NON REPORTÉ
NOT REPORTED

MOYENS UTILISÉS POUR LES CONSULTATIONS

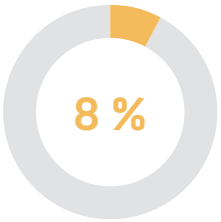
MEANS USED FOR CONSULTATIONS



956 EN PERSONNE
IN-PERSON



370 PAR TÉLÉPHONE
TELEPHONE



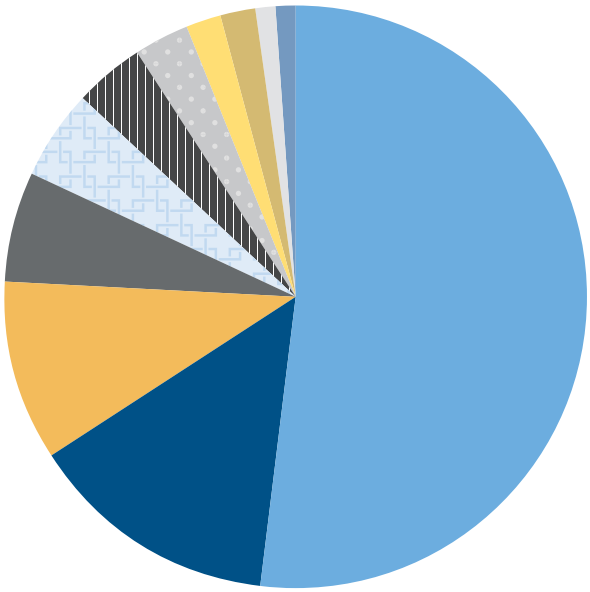
113 PAR COURRIEL
E-MAIL

« Merci beaucoup d'avoir aidé la communauté haïtienne en offrant le service de notaire public. Le service était impeccable et cela a fait une grande différence auprès de cette communauté. »

"Thank you very much for helping the Haitian community by offering the notary public service. The service was impeccable and it made a big difference to this community. »

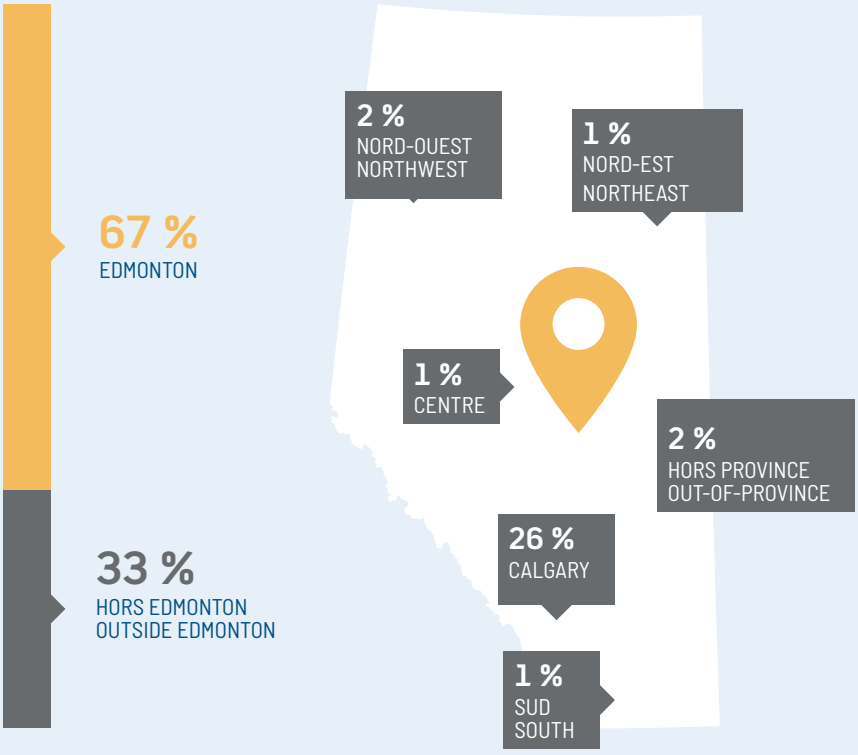
Dr. Alice Prophète, Organisation Haïtienne d'Edmonton (OHE)

DOMAINES DE DROIT TRAITÉS / AREAS OF LAW



- 52 % ASSERMENTATION NOTARY PUBLIC
- 14 % IMMIGRATION
- 10 % FAMILLE FAMILY
- 6 % LOGEMENT HOUSING
- 5 % TESTAMENTS WILLS
- 4 % CIVIL
- 3 % TRAVAIL WORK
- 2 % ADMINISTRATIF ADMINISTRATIVE
- 2 % FISCALITÉ FISCAL
- 1 % CRIMINEL CRIMINAL
- 1 % DIVERS OTHER

LIEU DE RÉSIDENCE / PLACE OF RESIDENCE



NOTES

Comparé à 2022-2023, le nombre de consultations est passé de 1 298 à 1 436 et les clients qui ont demandé un service en présentiel a augmenté de 45 % à 66 %. Le nombre de services de notaire public ne cesse d'augmenter depuis trois ans, passant de 22 % à 38 % et ensuite à 52 % dans la dernière année.

—

Compared to 2022-2023, the number of consultations rose from 1,298 to 1,436 with more clients accessing services in person (from 45% to 66%). Public Notary services have risen steadily over the past three years, going from 22% to 38% and 52% in the last year.